

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 30 NOVEMBRE 2010  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS POUR L'ANNÉE 2011  
(LIMOUSIN)

NOR : ASET1051488M  
IDCC : 1596, 1597

---

Entre :

La FBRL ;

La CAPEB Limousin ;

La FSCOP Limousin,

D'une part, et

L'URB CFTC Limousin ;

L'URCB CFDT Limousin ;

La CGT-FO Limousin ;

La CFE-GC bâtiment Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article I-31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment, en date du 8 octobre 1990, les montants des petits déplacements, pour toutes les entreprises quel que soit leur effectif, applicables dans la région Limousin, sont modifiés ainsi qu'il suit :

1. Indemnité de repas au 1<sup>er</sup> janvier 2011 : sous-zone 1 A, 1 B et autres zones : 10,12 €.

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

2. Indemnité de transport au 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

- sous-zone 1 A : 0,69 € ;
- sous-zone 1 B : 1,52 € ;
- zone 2 : 4,64 € ;
- zone 3 : 7,71 € ;
- zone 4 : 10,80 € ;
- zone 5 : 13,88 €.

3. Indemnité de trajet au 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

- sous-zone 1 A : 0,69 € ;
- sous-zone 1 B : 1,54 € ;
- zone 2 : 3,18 € ;
- zone 3 : 4,53 € ;
- zone 4 : 5,89 € ;
- zone 5 : 7,27 €.

## **Article 2**

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## **Article 3**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Limoges, le 30 novembre 2010.

(Suivent les signatures.)